



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_139

FONCIER - CESSION - AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE LE HAVRE SEINE MÉTROPOLE - AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE - PLAINE DE LA COUDRAIE - PARCELLES BD N°122 - BD N°91 - BD N°32

Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller municipal délégué - Le lundi 2 août 2021, de fortes pluies ont causé d'importantes inondations à Montivilliers, dont à la Plaine de la Coudraie, où un glissement de talus a eu lieu suite aux événements pluvieux.

Dans le cadre de sa compétence « cycle de l'eau » et plus précisément liée à la prévention des inondations, la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole va opérer des aménagements sur la Plaine de la Coudraie afin d'intercepter les ruissellements diffus à l'aide d'un système de noues et de fossés de transfert. Le cabinet d'études ANTEA mandaté par la Communauté Urbaine sur ce projet, a arrêté une emprise totale nécessaire d'environ 35 763 m² avant arpentage, ainsi que les aspects techniques.

Chaque fossé de transfert viendra alimenter deux noues d'interception dont chacune sera équipée d'un ouvrage de régulation afin de renvoyer un débit régulé vers une descente en béton puis vers un fossé longeant la départementale RD 488 (Avenue de la Belle Étoile).

Afin de réaliser ces travaux, différentes emprises foncières sont nécessaires à la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, où certaines relèvent de la propriété communale de la Ville de Montivilliers:

- Environ 185 m² de la parcelle BD n°122 d'une superficie totale de 338m², avant arpentage ;
- Environ 51 m² de la parcelle BD n°91 d'une superficie totale de 65m², avant arpentage ;
- Environ 189 m² de la parcelle BD n°32 d'une superficie totale de 14 839m², avant arpentage.

Pour une superficie totale d'environ 425 m² avant arpentage.

Conséquemment, pour mener à bien ce projet d'intérêt général, il convient pour la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole d'acquérir les emprises mentionnées ci-dessus à titre gratuit. L'ensemble de ces frais incombant à cette opération seront pris en charge par la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales mentionnant que l'eau est une compétence obligatoire des communautés urbaines

VU le code général de la propriété des personnes publiques.

CONSIDÉRANT

- Que la ville de Montivilliers est propriétaire des parcelles BD n°122 ; BD n°91 et BD n°32 à Montivilliers (Plaine de la Coudraie) ;

- Qu'à sa création, la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole est devenue compétente pour la prévention des inondations dans le cadre de la compétence « cycle de l'eau » ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante :

www.telerecours.fr

- Que le projet relève de l'intérêt général ;
- Qu'il convient de céder à titre gratuit les parcelles à la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ;
- Que l'ensemble des frais incombant à cette opération seront à la charge de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ;
- Que le diagnostic hydraulique du bassin versant situé en amont de la Route Départementale 488 a confirmé la nécessité de ces aménagements sur la base d'un système de noues et de fossés de transfert ;
- Que ces aménagements doivent limiter les glissements de talus observés lors des événements pluvieux du 2 août 2021 ;

Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et urbanisme réunie le 27 septembre 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De céder à la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole environ 185 m² de la parcelle BD n°122 d'une superficie totale de 328 m², avant arpentage,
- De céder à la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole environ 51m² de la parcelle BD n°91 d'une superficie totale de 65m², avant arpentage,
- De céder à la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole environ 189m² de la parcelle BD n°32 d'une superficie totale de 14 839 m², avant arpentage,
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer tous documents nécessaires à la finalisation de ce dossier
- Que cette transaction est consentie à titre gratuit
- D'autoriser la création de toutes servitudes nécessaires, à titre gratuit, permettant les accès à l'aménagement communautaire par les parcelles section BD n°120 ; 953 et 988.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

